

Consultations de M. Adank au sujet de la proposition du G-33

L'ambassadeur John Adank, ambassadeur de Nouvelle-Zélande auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), a tenu des réunions en petits groupes tout au long de la semaine pour essayer de réduire les écarts qui subsistent au sujet de la proposition du G-33 sur la détention de stocks publics – car il est probable que la proposition, telle qu'elle est rédigée actuellement, ne sera vraisemblablement pas acceptable. Les observateurs pensent que la question pourrait, si elle n'est pas réglée, prendre la totalité de l'ensemble de Bali en otage et le détourner de son but, empêchant ainsi que l'on parvienne à une conclusion réussie lors de la 9^e Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, qui se déroulera à Bali au début de décembre.

Les consultations en petits groupes impliquaient des hauts fonctionnaires de 12 pays environ, parmi lesquels l'Australie, les États-Unis, l'UE, le Canada et quelques pays en développement. L'objet consistait à examiner des approches de rechange à la proposition actuelle, qui peut toujours fournir un certain degré de flexibilité aux partisans de la sécurité alimentaire, sans qu'il faille modifier les règles actuelles de l'OMC sur les subventions.

Lors de la réunion, le groupe a discuté d'un non-texte déposé par quelques partisans afin de faciliter des discussions plus poussées lors de la réunion en petites groupes de l'ambassadeur Adank. Le non-texte comportait quatre solutions de rechange proposées pour régler la question de la sécurité alimentaire et qui étaient dérivées de la formule suivante :

$$\text{de minimis par produit, c.-à-d. } 10 \% \text{ du VdP (volume de production)} \geq \\ (\text{volume admissible de production}) \times (\text{prix réglementé} - \text{prix de référence extérieur})$$

Le non-texte énonce qu'une quelconque solution permettant de fournir une flexibilité supplémentaire pourrait être trouvée si l'on modifiait/clarifiait certaines de ces variables.

1. Examiner la disposition de minimis en l'augmentant de 10 à 15 % du VdP (la Chine passerait des 8,5 % qu'elle a négociés pendant son accession à 15 %) afin de procurer un « espace stratégique » supplémentaire aux pays en développement. Cette proposition émane du premier projet révisé de modalités qui a été diffusé en février 2008 et a par la suite été retirée dans le deuxième projet révisé.
2. Modifier le prix de référence extérieur (PRE) utilisé pour calculer la mesure globale de soutien (MGS). Les partisans insistent que le PRE (dont la méthode de calcul prend en compte les prix moyens FAB ou c.a.f. de 1986-1988) ne tient pas compte de l'augmentation du prix des aliments depuis la période de base établie et concourt à exagérer grossièrement la subvention fournie dans le cadre de programmes de détention de stocks publics. Selon le libellé du non-texte, une des solutions proposées consisterait donc à clarifier le PRE des X années actuelles/passées pour le produit alimentaire examiné.
3. Convenir d'exempter des calculs de la MGS les stocks qui sont connexes à des programmes de sécurité alimentaire.
4. Le groupe a déclaré que les prix administrés accordés aux agriculteurs ne peuvent pas être réduits en raison des nombreux coûts (intrants, main-d'œuvre, transport) auxquels sont confrontés les agriculteurs pauvres et qui peuvent faire baisser le prix final bien en-dessous du prix réglementé.

La proposition continuera d'être examinée en petits groupes, ont déclaré les observateurs. Cependant, les États-Unis ont déjà lancé une mise en garde lors de la réunion. Selon un des observateurs, ils ont déclaré qu'il n'était pas vraiment nécessaire de changer la disposition sur la MGS telle qu'elle est actuellement énoncée. Ils pensent que l'Inde et d'autres membres du G-33 peuvent se conformer à leur soutien de la catégorie orange et maintenir le niveau actuel d'achat pour les stocks d'aliments publics en apportant quelques ajustements à leurs programmes intérieurs et en continuant de les exécuter sans qu'il soit nécessaire de modifier les règles en matière de MGS de l'OMC.

Salon vert

Le 1^{er} mai, le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, a tenu le premier de ses salons verts, qui doivent se dérouler toutes les deux semaines, afin d'accélérer le processus devant mener à la CM9. La réunion, qui regroupe environ 25 délégations clés, s'est attaqué à divers enjeux allant de la facilitation des échanges aux enjeux des PMA (pays les moins avancés). Les partisans du G-33 y ont insisté sur la nécessité d'un accord au sujet de la sécurité alimentaire afin de faire progresser l'ensemble de Bali lors de la CM9.

La proposition sur la détention de stocks publics ne peut être reportée à une date ultérieure, c.-à-d. au moment où le travail reprendra au sein du Comité de l'agriculture à l'avenir, comme l'a proposé l'ambassadeur des États-Unis, M. Michael Punke, la veille pendant une réunion des principaux hauts fonctionnaires de l'OMC. En fait, les hauts fonctionnaires, qui représentent environ 32 pays de l'OMC, se sont réunis à la mission de l'Australie le 30 avril pour discuter de la situation de l'ensemble de Bali. On a rapporté que divers pays, parmi lesquels les États-Unis, la Chine et le Brésil, étaient décidés à faire preuve d'une certaine flexibilité dans leur position afin d'accroître les chances de parvenir à un accord à Bali.

S'agissant de la détention de stocks publics, M. Punke est convenu que l'enjeu était important et qu'il devrait être considéré comme « la priorité absolue » pour le travail devant se dérouler à l'avenir sur l'agriculture à l'OMC. « [TRADUCTION] Nous faisons état de notre ouverture à un programme de travail, qui doit être accepté à Bali, portant sur la sécurité alimentaire, dans le cadre duquel il sera possible d'examiner la gamme complète de mesures gouvernementales liées au commerce qui peuvent contribuer à l'atteinte de cet objectif », a déclaré M. Punke, ajoutant que les États-Unis anticipent de collaborer avec les partisans du G-33 afin d'élaborer le programme de travail et de s'attaquer à d'autres questions importantes liées à la sécurité alimentaire.

L'Inde, entretemps, a rejeté l'idée qu'une solution définitive reliée à la sécurité alimentaire soit laissée de côté pour un processus postérieur à Bali et n'a accepté qu'un « programme de travail » sur cette question élaboré par la CM9.

D'autres, comme l'Afrique du Sud, ont déclaré que les progrès réalisés sur les questions liées au développement étaient trop lents. Le Népal, qui coordonne le Groupe des PMA, a affirmé que le groupe est en train de terminer une proposition sur la franchise de droits et l'absence de contingent, qu'il souhaiterait voir être abordée dans le cadre de l'ensemble de Bali. Les États-Unis avaient précédemment indiqué qu'ils n'étaient pas en position de s'y attaquer pour le moment.

Prochains événements

- Sélection du DG de l'OMC, 3^e tour, 1^{er}-7 mai 2013
- Salon vert, tous les quinze jours à partir du 1^{er} mai 2013
- Conseil général, 1^{er}-2 mai, 24-25 juillet, 8-9 octobre, 5-6 novembre 2013
- XVII^e série du PTP, 15-24 mai 2013, Lima
- Forum annuel de l'OCDE, 27-31 mai 2013, Paris
- Réunion informelle du CNC, 31 mai 2013
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 13-14 juin, 4 septembre
- Délai pour les résultats escomptés de Bali, août 2013
- Forum public de l'OMC, 1^{er}-3 octobre 2013
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 1^{er}-8 octobre 2013
- 9^e Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, 3-6 décembre 2013, Bali

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.].

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254



EGG FARMERS
OF CANADA
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS
D'ŒUFS DU CANADA
Dédiés à la qualité



Canadian
Hatching Egg
Producers



Les Producteurs
d'œufs d'incubation
du Canada